¿ Interrogations ?
revue pluridisciplinaire de sciences humaines et sociales

Zhou Mingchao

L’école urbaine au quotidien : Scolarité et ségrégation des enfants de travailleurs migrants ruraux en Chine

Pour citer l'article

Zhou Mingchao, « L’école urbaine au quotidien : Scolarité et ségrégation des enfants de travailleurs migrants ruraux en Chine », dans *revue ¿ Interrogations ?*, N°21. L’actualité de l’extrême droite, décembre 2015 [en ligne], http://www.revue-interrogations.org/L-ecole-urbaine-au-quotidien,543 (Consulté le 8 septembre 2026).

ISSN 1778-3747

Tous les textes et documents disponibles sur ce site sont, sauf mention contraire, protégés par la Licence Creative Commons Attribution - Pas d’Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 France.

Introduction : le système du *hukou* et le droit aléatoire à l'éducation en Chine

Initialement mis en place dans les années 1950 afin de contrôler les mouvements migratoires venant des zones rurales à destination des villes, le système d'enregistrement de résidence (dit du *hukou* en Chine) identifie chaque individu chinois en l'associant à deux indications principales : le statut du *hukou* (rural ou non rural) et la localité de l'enregistrement du *hukou*, dont dépendent ses droits et devoirs. De nos jours, le *hukou* réglemente et régule toujours l'installation des migrants ruraux dans les villes. Les migrants détenteurs du *hukou* rural en ville ne bénéficient pas des mêmes droits sociaux et politiques que les urbains en terme de logement, d'assurances médicales, d'indemnités en cas de licenciement et de scolarisation de leurs enfants, faisant d'eux des « *immigrés de l'intérieur* » (Béja, 1994 ; Froissart, 2008). Ils restent ainsi des paysans au sens du statut de *hukou,* en dépit d'un séjour en ville parfois de plusieurs décennies et de leur situation de travailleurs urbains. Nommés « *nongmingong* » (travailleurs migrants ruraux) dans les politiques publiques, les médias et le langage quotidien, ils constituent non seulement un « réservoir de main-d'œuvre bon marché » qui contribue à l'essor économique du pays, mais aussi une « *figure de l'Autre* » (Froissart, 2007) dans la société urbaine et une entité à part dans la représentation du peuple chinois, différente de celles de 'paysans' et d''urbains', supposée porteuse d'une identité susceptible de se transmettre aux deuxième et troisième générations. Leurs enfants migrés en ville sont ciblés par une politique scolaire spécifique et font l'objet d'une sectorisation dans des écoles imposées qui leur sont dédiées et destinées à leur accueil en ville [1].

Les enfants de *nongmingong* constituent ainsi une catégorie institutionnalisée dans les nomenclatures scolaires et migratoires en Chine. Pour eux, l'accès à l'école publique urbaine est conditionné (Froissart, 2007) : soit au prix d'une discrimination administrative (leurs parents/tuteurs en ville sont obligés de fournir des documents que n'ont pas à produire les urbains), soit au prix d'une discrimination économique (ils doivent payer la « *taxe de scolarité provisoire* »). L'accès est aussi aléatoire en fonction des villes, en raison de la décentralisation de la responsabilité de gestion de la scolarisation aux gouvernements locaux. En même temps, des écoles privées spécialisées, reconnues ou non par l'État, sont apparues afin de répondre à de nombreuses demandes de scolarisation.

C'est le nombre important des enfants de *nongmingong* et l'enjeu crucial de leur scolarisation qui nous ont dans un premier temps amenée à focaliser notre intérêt sur la question de leur scolarisation puis sur les effets sociaux de celle-ci dans le cadre de notre thèse de doctorat en science politique soutenue en décembre 2014 [2]. Cet article met l'accent sur l'intérêt de cette recherche doctorale, les questions qu'elle a soulevées ainsi que la construction du champ de recherche et la démarche adoptée dans cette recherche.

À nos yeux, le supposé « *problème de l'éducation des enfants de* nongmingong » n'est pas une simple question adressée aux travailleurs migrants eux-mêmes concernant la façon dont ils élèvent leurs enfants mais un enjeu politique majeur du gouvernement du Parti communiste chinois (PCC) : comment arriver à maintenir une légitimité politique basée sur le développement économique du pays, sans que les travailleurs migrants qui en sont les artisans ou leurs enfants ne se révoltent ? Dans le domaine scolaire, comment cette politique scolaire ségrégative est-elle mise en œuvre concrètement et quels effets a-t-elle sur les « *enfants de* nongmingong » ?

Enfants de *nongmingong* : une catégorie essentialisée

L'étude de la question de la scolarisation des « *enfants de* nongmingong » s'inscrit dans un champ de recherche déjà balisé. Il l'est par la recherche-action en sciences humaines et par l'expertise sur le système du *hukou*, les *nongmingong* et leurs enfants. La lecture de la littérature existante issue des milieux académiques chinois nous a révélé néanmoins le manque d'études du point de vue des usagers de la politique scolaire, à savoir celui des enfants et de leurs parents. Premièrement, la question de la scolarisation des enfants de *nongmingong* est souvent perçue comme étant auxiliaire de celle, plus générale, des modes de vie des *nongmingong*. Elle est souvent mise en avant comme un exemple des problèmes posés par le système du *hukou* et un argument supplémentaire justifiant de l'abolir ou de le réformer. Comme le constate Camille Salgues, on y retrouve « *l'identification, d'une population (les enfants de nongmingong), indexée à un problème (celui de leur scolarisation), inscrit lui-même dans une 'économie morale' plus générale, autour de l'accueil des populations migrantes, entre rationalité économique, compassion morale et revendication d'égalité sociale (à travers le thème d'une 'société harmonieuse', mot d'ordre du PCC depuis 2000)* » (Salgues, 2009 :181). Deuxièmement, les recherches centrées sur les enfants ou les familles migrantes au regard de la politique scolaire tendent à déplacer le questionnement du problème de la scolarisation vers celle de

l'éducation dans le cadre familial et à adopter une vision misérabiliste qui n'envisage le problème qu'en termes de manque (manque culturel, vulnérabilité mentale, etc.). Elles relèvent à nos yeux d'une justification politico-idéologique de la politique scolaire ségrégative vis-à-vis des enfants de *nongmingong*, dans la mesure où elles ouvrent la possibilité d'imputer le problème aux travailleurs migrants et à leurs enfants, en expliquant les failles des dispositifs non par les politiques menées mais par les défauts et les différences culturelles supposées, ce qui concourt à la représentation des enfants de *nongmingong* et des familles migrantes en termes de manque. Notre travail met ainsi les enfants au centre de la focale de recherche et tente de s'interroger sur les effets de la ségrégation scolaire sur le destin des enfants mais aussi sur le point de vue de leurs parents qui en sont également la cible.

Retracer le chemin de la mise en forme de ce problème et, notamment, de sa légitimation savante consiste à voir la catégorie « *enfants de* nongmingong » comme le produit objectivé d'une politique scolaire légitimée par les recherches académiques chinoise. Cela permet de faire un premier pas dans la compréhension de la mise en œuvre de la politique scolaire et de ses effets et d'envisager sur cette base les formes d'appropriation de l'étiquette et du stigmate – défini comme un attribut figé disqualifiant et une sorte d'exclusion sociale (Goffman, 1975) – par les publics ciblés, en l'occurrence les enfants et leurs parents. Nous avons ainsi réuni, durant notre travail de terrain en Chine en 2012, un corpus de lois, de règlements, d'avis et de décisions qui sont la base de notre analyse de la codification et de l'institutionnalisation de la catégorie « *enfants de* nongmingong » et de son lien avec celle des *nongmingong* issue de l'institutionnalisation du système du *hukou*. Nous avons également constitué, en basant sur la base de données de l'Infrastructure du savoir national (CNKI ou Zhongguo zhiwang) [3], un corpus pluridisciplinaire (en droit, science politique, économie de l'éducation, sociologie et psychologie) de littérature académique chinoise sur la question de la scolarisation des enfants de migrants en Chine dont nous faisons une analyse secondaire pour comprendre les modes de légitimation savante et expert de la catégorie sur le modèle du travail sociologique d'Hélène Thomas sur les concepts de vulnérabilité, de fragilité, de précarité et de résilience (Thomas, 2008).

Questionnement sur la mise en œuvre de la politique scolaire ségrégative sur le terrain

À partir de la constatation des effets du système du *hukou* et de la légitimation savante de la catégorie institutionnelle « *enfants de* nongmingong » dans le cadre de ce travail de l'état de l'art de la littérature officielle, experte et savante, nous proposons un questionnement tant des modalités de la mise en œuvre du référentiel de la politique scolaire à l'égard des enfants de *nongmingong* (par la direction et le groupe pédagogique au sein de l'établissement scolaire urbain) que des effets sociaux sur les élèves « *enfants de* nongmingong » et leurs parents. Notre hypothèse de travail est que les enfants en ville ciblés par l'attribution de la catégorie « *enfants de* nongmingong », catégorie à la fois institutionnalisée et opérationnalisée dans l'interaction sociale, négocient avec l'école et avec leur famille afin de construire leur propre identité sociale. Face aux injonctions et aux processus d'imprégnation et d'inculcation d'éléments contradictoires (normes, valeurs, savoir-faire et savoir-être) par les univers familial et scolaire, ils mettent en œuvre différentes formes de conciliation pour se forger une identité personnelle. Cette hypothèse est déclinée en deux sous-hypothèses. Premièrement, les « *enfants de* nongmingong » sont ciblés par une représentation stigmatisante, liée à leur origine géographique et socio-culturelle supposée de la part des enseignants et de la direction de l'école urbaine. Cette représentation est mise en œuvre au sein de l'école, par les enseignants et les directions des établissements scolaires dans leurs interactions quotidiennes avec les enfants comme avec les parents d'élèves. Deuxièmement, ces enfants sont loin d'être passifs dans ce processus d'attribution catégorielle qui les classe en fonction de leur origine supposée et qui se trouve validé dans les interactions au sein de l'école. Ils déploient des stratégies leur permettant de s'adapter ou d'y résister, tant à l'école vis-à-vis des enseignants et de leurs pairs que dans leur famille, en face de leurs parents.

En somme, notre hypothèse est que les enfants de travailleurs migrants ruraux scolarisés en ville font l'objet d'un processus de catégorisation auquel ils participent activement. Cette catégorie stigmatisante est mise en œuvre à l'école urbaine tant par la direction de l'école que par les enseignants, qui épousent et relaient les discours politiques du PCC et mettent en œuvre une gouvernemantalité spécifique – gouvernementalité au sens de Michel Foucault – pour ces enfants dans l'aménagement des espaces à l'école, l'organisation des activités, ou encore dans le contenu de l'enseignement, et enfin dans leurs relations avec les parents d'élèves. Les enfants s'approprient les attributs stigmatisants de cette catégorie de manière différente de leurs parents, mais parents et enfants mettent en œuvre des stratégies pour s'adapter à cette identité assignée et négocier

avec l'institution scolaire pour s'en sortir. Nous prenons ici en compte ces deux aspects. Nous envisageons, d'une part, les formes de mise en œuvre de cette politique scolaire spécifique, au travers de ses dispositifs et de ses instruments déployés envers une catégorie identifiée. Nous nous intéressons, d'autre part, à ses effets sur la vie scolaire des enfants et sur la transmission intergénérationnelle au sein des familles migrantes, et, enfin, aux modes d'appropriation des dispositifs par les enseignants, les parents et les enfants.

Bagage théorique et paradigmes de recherche

Nous proposons donc d'étudier la politique scolaire ségrégative destinée aux « *enfants de* nongmingong » sous deux angles : celui de sa mise en œuvre sur le terrain au niveau local et celui de ses effets sur les cibles (les enfants et leurs parents). Notre recherche s'est appuyée sur un bagage théorique issu des sciences sociales françaises, à savoir sur la sociologie des politiques publiques *bottom-up*, c'est-à-dire envisagées du point de vue des effets statutaires sur les agents qui les mettent en œuvre et sur les usagers qui en sont la cible. En France, les travaux de Philippe Warin dans les années 1990 ont posé la question des usagers dans l'évaluation et la modernisation des politiques (Warin, 1993). Vincent Dubois, ayant mené son terrain ethnographique auprès de deux Caisses d'allocation familiale (CAF) au milieu des années 1990, restitue les ajustements des agents publics aux visiteurs (en fonction de leurs dispositions personnelles par exemple), la domination subie par les administrés des catégories populaires et leurs pratiques d'accommodement (Dubois, 2003). Ces travaux pointent en effet les marges de manœuvres des agents de base, s'efforcent de saisir les pratiques des usagers des services publics et leurs réceptions des politiques, dans des interactions de base entre « *ressortissants* » (les individus, les groupes socioprofessionnels et les institutions à qui les politiques sont destinées) et les agents prestataires, et enfin soulignent les régulations dans le cadre des relations de service. Le choix d'étudier les points de vue des usagers de la politique scolaire destinée aux « *enfants de* nongmingong », à savoir ces enfants et leurs parents, s'inscrit dans ce cadre théorique. De plus, les processus scolaires de production de la ségrégation, qui nous préoccupent dans cette étude, font l'objet également des recherches en sociologie de l'éducation sur les établissements accueillant des élèves des classes populaires marginalisées (dont une population issue de l'immigration) des sociétés occidentales, et notamment en France, sur l'évaluation de la politique de la création des zones d'éducation prioritaires (ZEP) (Van Zanten, 2001).

Nous nous appuyons ainsi sur un cadre théorique combiné articulant trois paradigmes. En interrogeant le processus de mise en œuvre des catégories institutionnalisées dans les interactions quotidiennes entre acteurs (direction de l'école, enseignants, parents et élèves) au sein de l'espace scolaire, cette étude invite à réfléchir tant sur l'acceptabilité des inégalités scolaires que sur le maintien de l'ordre et, par là, sur la légitimation du gouvernement du PCC. En d'autres termes, il s'agit pour nous de comprendre comment les inégalités scolaires liées à un statut institutionnalisé par les politiques publiques sont rendues acceptables pour et par les gouvernés, par le biais de l'univers scolaire. Nous nous référons ainsi tout d'abord au paradigme foucaldien de la gouvernementalité (Foucault, 1975 ; Barrault, 2013) et celui de Scott consacré aux arts de résistance (Scott, 1990), pour questionner la répartition étatique des ressources scolaires qui se traduit dans les pratiques des acteurs institutionnels locaux et les pratiques infra-politiques peu visibles de résistance des groupes dominés des « *enfants de* nongmingong » et de leurs parents.

Il s'agit ensuite du paradigme de la socialisation (Percheron, 1993) et de la transmission intergénérationnelle (Muxel, 2011), pour nous interroger sur les conditions et les modalités selon lesquelles le groupe catégorisé institutionnellement comme celui des « *enfants de* nongmingong » se socialise à travers l'école et la famille, principales instances de socialisation. Cela consiste à envisager ces élèves comme acteurs de leur propre socialisation et à les mettre au centre de notre focale, contrairement à la perspective politico-idéologique et misérabiliste qui les considère comme des 'bons sauvages', victimes passives de leur milieu familial.

Cette étude questionne les effets de la catégorisation institutionnalisée sur le processus de construction de l'identité sociale de ces enfants ciblés par une politique ségrégative, c'est-à-dire qu'elle interroge les façons dont ces acteurs tracent la frontière entre « *Nous* » et « *Eux* », dans quelle mesure ils font leur la catégorie stigmatisée d'« *enfants de* nongmingong » et avec quels effets quant à leurs interactions avec les enseignants, les parents et les pairs. Nous questionnons ainsi l'identité sociale en termes d'ethnicité, envisagée par le paradigme psycho-socio-politique comme une forme d'interaction sociale (Barth, 1969 ; Lorcerie 2003). Nous explorons par là les dynamiques de la création des ethnicités chinoises longtemps occultée par le discours politique dominant sur la soi-disant unité nationale entre l'ethnie des Han et les cinquante-cinq ethnies minoritaires.

Terrain et méthodologie d'enquête

Notre questionnement porte sur la mise en œuvre concrète de la catégorie institutionnelle « *enfants de* nongmingong » dans les interactions scolaires, qui s'inscrivent dans une configuration sociale marquée par la domination symbolique. Nous adoptons ainsi une approche microsociologique en nous situant à l'échelle locale pour rendre compte de la mise en œuvre de cette domination dans un environnement scolaire par les acteurs institutionnels et des stratégies développées par les parents et les enfants pour y faire face. L'espace scolaire constitue donc le lieu principal de notre travail de terrain.

Nous avons mené une enquête ethnographique combinant l'observation participante et les entretiens au sein d'une école primaire privée destinée aux enfants de *nongmingong* dans la ville de Hangzhou, où la question de l'éducation des enfants de travailleurs migrants est un sujet d'actualité brûlant et l'accès à l'école hautement concurrentiel. Dotée d'un statut d'enseignante stagiaire, nous sommes entrée sur le terrain avec l'autorisation du Bureau de l'Éducation local. Au total, nous avons effectué trois séquences de travail de terrain en accompagnant une même classe d'élèves du niveau 4 au niveau 6 [4], d'abord de fin février à fin mai en 2010, ensuite de début mars à début mai en 2011, et enfin de fin février à fin mai 2012. Le principe de cette enquête était de nous intégrer dans la vie scolaire ordinaire des élèves âgés de 11 à 14 ans : suivre les cours avec assiduité, aller en récréation avec eux, discuter et jouer avec eux, participer aux activités extrascolaires, effectuer des visites à domicile chez eux, assister aux devoirs à domicile en rapport avec notre enquête. En même temps, nous avons procédé aux entretiens semi-directifs et informels avec tous les acteurs sur la scène scolaire : le personnel de la direction de l'école, les enseignants ainsi que les élèves et leurs parents. Le choix de suivre la même classe constituée par les enseignants, élèves et les parents d'élèves qui se connaissent était favorable à la mise en œuvre de l'analyse relationnelle.

Conclusion

Le supposé « *problème de l'éducation des enfants de* nongmingong » n'est pas une simple question adressée aux travailleurs migrants eux-mêmes concernant la façon dont ils élèvent leurs enfants mais un enjeu politique majeur du gouvernement du PCC : comment arriver à maintenir une légitimité politique basée sur le développement économique du pays, sans que les travailleurs migrants qui en sont les artisans ou leurs enfants ne se révoltent ? Les mécanismes d'institutionnalisation et de légitimation des inégalités scolaires vis-à-vis de cette catégorie cible de la population chinoise urbaine, ne se réduisent-ils pas aux dispositifs et référentiels des politiques éducatives édictés par le gouvernement ? Notre étude permet d'envisager comment l'école 'conduit les conduites' non seulement des élèves mais également de leurs parents et de penser l'exercice concret du pouvoir dans le cas particulier de la gouvernementalité scolaire. Elle instaure un ordre éducationnel dont il s'agit dans cette étude d'examiner un sous-espace total, envisagé tant dans ses dimensions de contrôle et de surveillance que dans celles de socialisation, d'éducation et de qualification, et les instruments mis concrètement en œuvre pour y parvenir.

Bibliographie thématique

Recherches occidentales sur le système du hukou et sur les « nongmingong » :

Béja Jean-Philippe (1994), « Les travailleurs itinérants, des immigrés de l'intérieur », *Perspectives chinoises*, vol.21, n° 21, janvier 1994, pp.30-35.

Froissart Chloé (2007), *Quelle citoyenneté pour les travailleurs migrants en République Populaire de Chine ? L'expérience de Chengdu*, Institut d'études politiques de Paris, thèse soutenue le 14 septembre 2007.

Froissart Chloé (2008), « Le système du *hukou* : pilier de la croissance chinoise et du maintien du PCC au pouvoir », *Les Études du CERI*, n°149, septembre 2008, p.1-47. [URL] : http://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr.ceri/files/etude149.pdf

Salgues Camille (2009), « La Chine, entre cadre et contexte. Une recherche sur les enfants de *mingong*, plusieurs constructions du savoir (enquête) », *Terrain&travaux*, n°16, vol.2, 2009, pp.175-193.

Réflexions théoriques et méthodologiques sur les taxinomies :

Thomas Hélène (2008), « Vulnérabilité, fragilité, précarité, résilience, etc. De l'usage et de la traduction de

notions éponges en sciences de l'homme et de la vie », *TERRA-Ed.*, Coll. « Esquisses », janvier 2008 [en ligne] : http://www.reseau-terra.eu/article697.html (consulté le 17 juillet 2015)

La sociologie des politiques publiques du point de vue des usagers :

Dubois Vincent (2003), *La vie au guichet. Relation administrative et traitement de la misère*, Paris, Économica.

Warin Philippe (1993), *Les usagers dans l'évaluation des politiques publiques. Études des relations de service*, Paris, L'Harmattan.

Weller Jean-Marc (1998), « La modernisation des services publics par l'usager : une revue de la littérature (1986-1996) », *Sociologie du travail*, vol.40, n°3, décembre 1998, pp.365-392.

Problématique de la ségrégation :

Van Zanten Agnès (2001), *L'école de la périphérie. Scolarité et ségrégation en banlieue,* Paris, PUF.

Réflexions théoriques et méthodologiques sur la gouvernementalité (scolaire) et la résistance du dominé :

Barrault Lorenzo (2013), *Gouverner par accommodements. Stratégies autour de la carte scolaire*, Paris, Dalloz.

Erving Goffman (1975), *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Minuit.

Foucault Michel (1975), *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Éditions Gallimard.

Scott James C. (1990), *Domination and the Arts of Resistance : Hidden Transcripts*, New Haven and London, Yale University Press.

La socialisation (politique) et la transmission générationnelle :

Muxel Anne (dir.) (2011), *La politique au fil de l'âge*, Paris, Presses de Sciences Po.

Percheron Annick (1993), *La socialisation politique*, Paris, Armand Colin.

L'ethnicité :

Barth Fredrik (dir.) (1969), *Ethnic groups and boundaries : The Social Organization of Culture Difference*, Bergen/Oslo, Universitetsforlaget, London, George Allen and Unwin.

Lorcerie Françoise (2003), *L'école et le défi ethnique*, Paris, ESF éditeur.

Notes

[1] Pour le système du *hukou* et son évolution en Chine, voir Froissart Chloé, « Le système du *hukou* : pilier de la croissance chinoise et du maintien du PCC au pouvoir », *Les Études du CERI*, n°149, septembre 2008, p.1-47. [URL] : http://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr.ceri/files/etude149.pdf

[2] Intitulée « Etudier à la ville. Intégration scolaire et construction de l'identité des enfants de travailleurs migrants d'origine paysanne (nongmingong) en Chine », cette thèse soutenue le 12 décembre 2014 à l'Université d'Aix-Marseille a été publiée au format ebook sur le réseau scientifique de recherche et de publication TERRA (Travaux, études et recherches sur les réfugiés et l'asile). Les résultats de cette recherche ont fait l'objet de plusieurs communications, dont celle au 6e Congrès de l'Association française de sociologie, intitulée « L'école urbaine au quotidien en Chine. La mise en œuvre de la catégorie 'travailleurs migrants d'origine paysanne' (nongmingong) par les enseignants et les parents d'élèves » (le 30 juin 2015).

[3] Mis en ligne en 2001 par l'Université de Tsinghua, le CNKI fait partie des trois grandes bases de données sous licence en Chine. Les deux autres sont le Système de données de ressources Wanfang (Wanfang shuju) et les Compendia de l'Université du Peuple (Renda fuyin baokan ziliao).

[4] Le système éducatif chinois prévoit une scolarité obligatoire et gratuite de neuf ans (le primaire et le premier cycle du secondaire) qui se présente sous la forme « 6+3 » : six niveaux à l'école primaire et trois niveaux au collège. En primaire, les niveaux 1 à 5 correspondent aux cinq années à l'école primaire en France, du CP jusqu'au CM2. Le niveau 6 est l'équivalent de la sixième (première année du collège) en France.